



# SOLIDAIRES Finances

CDFP - Local Syndical - 6 Allée de la Mixité - 77567 LIEUSAINTE Cedex  
tél : 06 58 63 21 24

## DECLARATION LIMINAIRE

MELUN, le 7 juin 2016

M. le Président

Pour commencer, Solidaires Finances tient à exprimer toute sa solidarité aux agents victimes des intempéries et inondations. Il souhaite être informé des mesures prises vis-à-vis des agents, comme ceux domiciliés dans la vallée du Loing, sans négliger les autres agents touchés par ces intempéries. Il souhaite également avoir des informations sur les locaux occupés par nos agents, en particulier à MELUN et à COULOMMIERS s'agissant des locaux des Finances Publiques. D'autres locaux ont-ils par ailleurs été touchés ?

Solidaires Finances tient également à souligner l'entêtement du gouvernement pour sa loi travail. Malgré l'opposition populaire comme le soulignent les différents sondages, malgré l'opposition de syndicats mobilisés avec les salariés contre cette loi scélérate, malgré l'opposition d'une majorité à l'Assemblée Nationale qui a justifié l'emploi du 49.3, le gouvernement s'entête, menace et fait chanter les organisations syndicales à la veille d'une manifestation sportive internationale. « Du pain des jeux » pour satisfaire le peuple ? Pour les jeux, ça commence dès la fin de semaine tandis que pour le pain, on nous l'enlève petit à petit de la bouche. Cette loi n'apportera rien dans la lutte contre le chômage. En revanche, elle apportera plus de précarité et dumping social malgré les assurances du gouvernement. Les fonctionnaires demain seront visés par de telles perspectives comme en témoigne en particulier le DGFIP dans « ses lignes directrices ». Ne prévoit-il pas, à plus ou moins long terme, un recrutement différencié pour les nouveaux arrivants ?

Solidaires Finances s'oppose à cette loi, et appelle les salariés du privé comme ceux du public, les chômeurs et précaires à amplifier la mobilisation pour lutter contre cette régression sociale. Les enjeux de cette loi sont autrement plus graves pour la population que le bénéfice qu'elle pourrait tirer des « jeux du cirque ».

Enfin, les lettres de cadrage pour préparer la loi de Finances de 2017 ont été adressées mi-mai aux différents ministres. Non prioritaire, le Ministère des Finances sera une nouvelle fois mis à dure contribution avec une hypothèse de plus de 2 800 suppressions d'emplois possibles. Pour Solidaires Finances, c'est insupportable tant pour la Douane que pour la DGFIP, pour ne citer que ces deux administrations dans cette instance.

La Douane est particulièrement sollicitée dans la période notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme mais également dans le cadre du Plan Vigipirate. Le Président de la République et le gouvernement ont même prévu le renfort de cette Direction dans le cadre du Plan de lutte contre le terrorisme.

Quant à la DGFIP, qui a déjà perdu plus de 35 000 postes depuis 2002, elle est clairement dans le collimateur du gouvernement. La lutte contre la fraude fiscale et le service à l'usager tant particulier que professionnel ou institutionnel, n'est pas une priorité effective au même titre que tout autre service public. Plus grave encore. Avec les lignes directrices de la DGFIP, de notre Directeur Général, Bruno PARENT, le démantèlement de nos missions reste notre seul avenir avec toutes les conséquences humaines qui se profilent pour chacun de nous tous. « L'âge d'or, c'est-à-dire le passé embelli et perdu, est un mythe », tel est le propos du DG. Et pour nous proposer quoi ? un avenir de galères et d'incertitudes.

Solidaires Finances condamne cette vision qui loin de représenter un progrès nous ramène à l'aliénation de l'individu par le travail. Solidaire Finances lutte et luttera pour la défense du service public qui ne semble plus être l'objectif de ce gouvernement et réclame tous les moyens nécessaires pour son

fonctionnement. Dans ce cadre, il ne peut que dénoncer les nouvelles suppressions d'emplois que les usagers et les agents paient déjà au prix fort.

Le lien « insuffisance de moyens » et « dégradation des conditions de travail » est évident. Pour leur part, les organisations syndicales, et en particulier Solidaires Finances, vous en ont fait régulièrement la démonstration. De leur côté, gouvernement et administrations admettent une dégradation des conditions de travail et de nouveaux outils ont été mis en place tel le DUERP, PAP, TBVS, etc

Pour Solidaires Finances, ces outils ne sont pas dénués d'intérêt pour peu que les administrations se les accaparent.

Cependant tel n'est pas le cas.

A la DDFIP, les risques psycho sociaux sont le premier facteur de risques mais aucun plan de prévention, digne de ce nom, n'apparaît pour réduire, à défaut d'atténuer, ces risques. Sur ce point, nous avons dénoncé en son temps le guide RPS, notamment par son insuffisance. Le bilan qui nous en est fait pour ce CHSCT, nous conforte dans notre position : c'est de la pure communication... mais sans effet sur la dégradation des conditions de travail. Pouvez-vous honnêtement dire que les conditions de travail se sont améliorées à la DDFIP depuis la mise en place de ce guide ? Le constat que nous faisons régulièrement avec les agents ne vont pas dans ce sens.

Quant au PAP, lui-même, de nombreuses intentions sans réelles certitudes de les voir appliquer qui par ailleurs ne constituent pas des réponses appropriées aux risques des agents.

A Solidaires Finances, demeure une trop forte impression que le PAP, y compris au regard des risques psychosociaux, est un passage obligé, voire obligatoire, mais sans réelle volonté ni les moyens de mettre en œuvre une politique de prévention de tous les risques pour les agents.

D'ailleurs, cette affirmation est confirmée par les fiches d'impact voulues par l'art 57 du décret du 28 juin 2011. Elles sont d'une telle imprécision, elles sont parfois trompeuses voire mensongères que Solidaires Finances ne peut faire que le constat d'un désintérêt réel de l'administration au regard des conséquences de leur restructuration. Là aussi, le passage obligatoire, mais sans éclairer les membres du CHSCT pour autant, semble avoir été la règle.

Solidaires Finances s'insurge contre ce manque de respect envers les agents concernés et envers les représentants des personnels. Outre qu'il combat des réorganisations qui vont à l'encontre des intérêts des usagers et des agents, Solidaires Finances demande à minima que l'administration assume sa responsabilité vis-à-vis des agents et des représentants des personnels dont la légitimité n'est pas à prouver.

A la Douane, nous retrouvons des similitudes. De nombreuses intentions mais sans réelle prise en compte des risques. Les risques psychosociaux sont également des risques croissants et les mesures de prévention sont insuffisants. Nous noterons sur ce point la page 14 du PAP où les agents expriment clairement un mal être facteur de risques psycho sociaux. Certaines des mesures de prévention devraient être suivies comme « répondre aux desideratas des agents ». Mais grosse crainte pour Solidaires Finances que cette mesure ne soit qu'une déclaration d'intention.

Donc même constat, le PAP doit être présenté au CHSCT, ce qui lui donne un caractère obligatoire, mais vous n'avez, comme à la DDFIP, ni la volonté, ni les moyens de mettre en œuvre une réelle prévention des risques.

Solidaires Finances fait de l'amélioration des conditions de vie au travail une priorité dans cet environnement particulièrement dégradé. Il s'est battu contre l'administration pour disposer d'outils indispensables à cet objectif. Ce n'est pas pour que l'administration ensuite s'en désintéresse totalement en assurant un service minimum qui n'a d'intérêt que de vous exonérer de vos responsabilités. Ces PAP, et de la DDFIP et de la Douane, sont largement insuffisants au regard des risques encourus par les agents au quotidien, et en particulier au regard des risques psycho sociaux.

Pour finir, Solidaires Finances a raison de dénoncer les baisses de budgets dont notre Ministère est particulièrement touché. Il est la cause essentielle de la dégradation du service public, il est la cause essentielle de la dégradation des conditions de vie au travail des agents.

Il a raison de réclamer les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Non seulement cela permet de protéger l'agent mais cela permet de confirmer le rôle de l'état auprès des concitoyens.

Il a encore raison et mille fois raison de se mobiliser et d'appeler à se mobiliser contre une administration qui ne voit plus des agents et le service rendu mais uniquement le coût qu'ils représentent.

Il est temps que la dimension humaine vis-à-vis des usagers comme des agents, reprenne ses droits face à des politiques économiques étouffantes pour chacun de nous tous.